

VOX POPULI

Car si la police nous éborgne, les médias nous aveuglent.

Zénon ❖ Juin 2016

Dix ans... Dix ans de réformes néolibérales et d'attaques répétées envers nos conditions de vie. Dix ans depuis le dernier soulèvement populaire dans notre pays. Poussée d'obéir au cahier des charges et au calendrier mondialiste, la droite politique alors au pouvoir se proposait en 2006 d'enterrer purement et simplement le droit du travail par la création du fameux « contrat première embauche » à destination des moins de vingt-six ans. Ce projet, piloté par l'ancien premier ministre De Villepin, devait donner des gages de la volonté française de flexibiliser un marché de l'emploi jugé trop contraignant par les investisseurs (c'est à dire la petite caste de spéculateurs apatrides à l'origine de la plupart des guerres, programmes d'ajustement structurels et autres joyusetés impériales). En février, étudiants et lycéens bientôt rejoints par les centrales syndicales prenaient la rue pour défendre nos protections salariales. Le gouvernement demeura campé sur ses positions, accélérant même l'adoption de la réforme par une procédure d'urgence parlementaire au lieu de considérer la prise d'ampleur au fil des semaines du mouvement de contestation. Pour l'anecdote, un obscur député socialiste se distinguera, à propos de l'usage de l'article 49.3 de la constitution, en qualifiant celui-ci de « déni de démocratie ». L'ironie de l'Histoire l'appréciera : il s'agit bien sûr de François Hollande. Mais revenons-en aux décideurs de l'époque. Les services de renseignement, de police et du ministère de l'intérieur alors dirigés par le futur candidat Sarkozy reçurent pour consigne de céder le terrain aux manifestants ; offrant pléthore d'images de violence à ses comparses patrons de chaînes de télé. La soi-disant « victoire » de la rue s'est in fine révélée le meilleur moyen pour Sarkozy d'écartier Villepin des présidentielles.

Ce qu'il faut retenir de cette période, et nous disposons a posteriori de tous les éléments nécessaires à le vérifier, est qu'elle représente l'avant-dernière étape d'un coup d'état de la finance sur l'échiquier politique. Coup d'état longuement et savamment mené dès le début des années 2000 avec l'application par Strauss-Kahn des directives européennes au sein du

gouvernement Jospin, et parachevée par l'élimination du courant Gaulliste de l'UMP suite à l'élection de Sarkozy en mai 2007. Il est intéressant de rappeler ici que les deux personnages ont été parrainés dans leur ascension par l'ancienne secrétaire d'état américaine Condoleezza Rice. De la dissolution parlementaire de 1997 préconisée par Villepin à la désastreuse campagne socialiste de 2002, la pratique du faux suicide politique aura constamment favorisé l'alternance des deux partis dominants. L'échec apparent de l'un garantit chaque fois le retour de l'autre ; et la poursuite toujours accrue de l'accaparement des richesses aux dépens de la population.

Depuis lors se sont égrenées dispositions antisociales à des fins de « redressement économique » et lois liberticides au prétexte de lutte antiterroriste. Sidérés par la fulgurante accélération du programme néolibéral depuis le début de la « crise » financière et pris en otage par la bienséance idéologique, les peuples ont jusque-là échoué à trouver un terrain d'action propre à renverser l'oligarchie mondialiste. Des indignés de la Puerta del sol à ceux du mouvement Occupy, toutes les tentatives de soulèvement se sont épuisées en palabres et vues reléguées au rang de simples phénomènes médiatiques. La grogne s'est pourtant muée en rage au fil des années. Jamais nécessité d'une reprise en main de notre destin ne s'est fait sentir plus urgente. Quel sera donc le sort de la révolte actuelle contre la loi de réforme du code du travail ? Comment éviter l'écueil du piège politicien, alors que se dessine déjà la récupération du mouvement par une intelligentsia d'affairistes au service du pouvoir ? Je vous propose d'établir ici quelques pistes afin de ruiner le projet de ceux qui voudraient encore une fois nous la mettre.

Il apparaît d'abord nécessaire de distinguer la franche opposition de la rue au projet de loi El Khomri de ce dérivatif à toute insurrection véritable appelé « Nuit debout ». Celui-ci, né suite à la diffusion d'un documentaire sur les exactions patronales, s'est greffé à la contestation en proposant, par une opération de com' assez similaire à celles ayant précédé les printemps arabes, de continuer d'occuper l'espace public à l'issue de la manifestation du 31 mars dernier. La place de la République à Paris, comme toutes celles occupées en France, est depuis lors le théâtre d'un jeu de paroles où il est certes question de refaire le monde, mais où toute action autre que symbolique se trouve proscrite. On se piquera ainsi de vouloir écrire une nouvelle constitution sans s'être au préalable accordé sur les moyens d'en finir avec la cinquième. Que l'on ait vu, ici et là, les participants à cette imposture refuser de soutenir des manifestants matraqués juste à côté d'eux par les CRS, et rester assis à regarder un film, est un exemple suffisamment révélateur de la nature de ce « mouvement » si sagement immobile. Autre élément : si la réappropriation de l'espace public est effectivement un objectif louable, la récente piétonisation de la place de la République a rendu possible pour le pouvoir d'en tolérer l'occupation, somme toute inoffensive ; tandis qu'un blocage à Étoile, Bastille ou bien du périphérique aurait engendré une réponse autrement plus musclée de la part de l'exécutif. Nuit debout est en ce sens assez symptomatique de cet intellectualisme français se gargarisant d'une certaine idée des droits de l'Homme et de la démocratie, sans jamais se remettre en question ni proposer quoi que ce soit de vraiment nouveau. Rien qui puisse inverser

réellement le rapport des forces en présence. Cette parole est d'ailleurs monopolisée par les sectateurs d'un idéalisme fascisant dans sa promptitude à exclure ses contradicteurs du débat. On peut enfin déplorer une certaine confusion dans l'esprit des participants, qui pour beaucoup dénoncent à juste titre Monsanto et les OGM mais d'un autre côté militent en faveur de la GPA, sans saisir la glaçante cohérence du projet transhumaniste derrière ces deux problèmes à leurs yeux sans rapport. Bref, devant l'ampleur du chantier de déconstruction qui nous incombe, il est cruellement dommage de voir tant de volontés souvent sincères phagocytées par de vieux réflexes de pensée réductionnistes et incapacitants.

Il est un autre acteur dont il faut considérer le rôle pour ce qu'il est en réalité : il s'agit du corps syndical. Beaucoup d'analystes n'ont pas manqué d'observer l'attitude pour le moins ambiguë d'organes comme la CGT. Celle-ci n'a en effet depuis le début du mouvement appelé à manifester que de loin en loin, et a encore attendu plus de deux semaines après l'utilisation par Manolito du 49.3 pour entreprendre une action sérieuse en entravant la circulation des flux (la production de capitaux ne pouvant être stoppée à l'échelle du pays puisque presque entièrement délocalisée). Je parle ici des dirigeants syndicaux et non de leur base, dont on a vu de nombreux membres présents de leur propre initiative au sein des manifs. Mais les « partenaires sociaux » si justement nommés par les politiciens sont organisés en structures pyramidales ; s'accoquinent depuis si longtemps avec les sphères du pouvoir qu'ils en deviendraient consanguins s'ils ne l'étaient dès le départ ; et constituent en eux-mêmes une oligarchie toute aussi déconnectée de la réalité que la classe politique. Leur véritable fonction est d'abord d'encadrer la contestation, de la contenir dans certaines formes et limites convenues, puis plus subtilement de la décourager de l'intérieur au moment voulu. Ils ne servent en définitive que de caution démocratique aux décisions supranationales. Dans le cas présent, le seul enjeu de la tardive réaction syndicale et des pourparlers en cours concerne le chapitre II de la réforme, comme la récente actualité tend à le vérifier. Celui-ci renvoie en effet toute négociation salariale à de simples accords d'entreprise ; privant les syndicats du peu de légitimité ayant survécu à leurs trahisons répétées. Toutefois, il faut observer qu'aujourd'hui la base n'est plus dupe, et se trouve prête à s'affranchir de toute directive. Si elle se confirmait, une telle émancipation apporterait un considérable apport qualitatif à la lutte.

Il y a aussi la police, dont on ne peut sonder l'abyssale propension à obéir quels que soient les ordres. Les consignes en vigueur dans ses rangs ont clairement évolué ces derniers mois vis-à-vis des manifestants, de la doctrine du maintien à distance à celle de la recherche du contact et de l'affrontement direct. Il faut dénoncer de toutes nos forces le story-telling des journalistes, qui voudraient qu'aient chaque fois spontanément éclaté des violences, auxquelles la police se serait vue obligée de répondre par des tirs de lacrymogènes. Non. La violence est d'abord exercée, sur ordre, par la police sur des groupes d'individus parmi lesquels certains sont préparés à y répondre. Elle est exercée indistinctement sur les lycéens, sur les syndicaux, sur les pacifistes ou les radicaux. Sur les hommes, sur les femmes et sur les enfants. **J'ai vu la police tirer délibérément au flash-ball de simples passants, viser les toits d'immeubles pour asphyxier les riverains à leurs fenêtres, ou encore balancer leurs grenades**

au milieu d'une école maternelle à l'heure de la récréation. Un « détail » qu'il n'est pas inutile de rappeler : l'arsenal utilisé par les corses est considéré par les nations-unies comme armes de guerre, et leur emploi proscrit dans les conflits internationaux. Les grenades de désencerclement par exemple, conçues pour mutiler, sont lancées massivement et hors de tout cadre légalement prévu. L'objectif est de marquer les esprits tout autant que les chairs. De faire monter chez nous la peur et la haine. De nous faire craquer pour mieux justifier l'escalade répressive. Et les résultats sont là : j'ai vu ces dernières semaines de plus en plus de manifestants au départ pacifiques, à force de subir et de subir, péter un plomb et s'élancer seuls, à coups de poings, contre les rangées de matraques et de boucliers. Ou bien d'autres, nassés sur un pont, se jeter dans un canal dans une tentative désespérée d'en sortir. En ce 1^{er} juin, il est tout bonnement miraculeux qu'il n'y ait depuis le début du mouvement pas eu de mort. Et ce n'est pas à la police que nous le devons.

Mais les plus grands ennemis actuels du mouvement sont incontestablement **les médias**. Depuis le début de la contestation sont systématiquement diffusées en boucle les images de violences et de casse, répété le nombre de jours d'ITT chez les CRS, sans jamais mentionner les milliers de blessés parmi les manifestants. Les journalistes auront attendu que leurs confrères indépendants, qu'ils ont pourtant l'habitude de vilipender copieusement, en soient eux aussi victimes pour timidement évoquer les violences policières. Ces chiens de la casse ont réussi à faire en sorte de retourner une opinion publique au départ majoritairement opposée au projet de loi, aujourd'hui plus réfractaire au soulèvement devant le choc des images, la peur d'une perte d'argent ou la perspective d'une pénurie. Occultant la colère légitime de tout un peuple, les médias, grassement subventionnés pour ce faire, œuvrent à leur basse besogne d'entretenir une artificielle division entre tranches d'âge et corps de métiers. D'entretenir la haine, le chaos véritable ; c'est-à-dire celui régnant dans les cœurs. Alors, pour contrer les effets délétères de leurs monologues sur nos consciences et sur nos rapports, balancez votre putain de télé si ce n'est pas déjà fait. Faites entendre votre parole où que vous soyez. L'appareil d'état nous a confisqué la légitimité d'agir pour nous défendre. Les syndicats et partis politiques, la possibilité de nous exprimer en notre nom propre. Ne laissons pas les médias s'accaparer plus longtemps le monopole du langage.

Il y a également ceux, heureusement de moins en moins nombreux, qui votent encore et se disent épanouis de leur réussite personnelle au sein du système. Ceux qui refusent de voir son inéluctable faillite et s'escriment encore à beugler qu'il faut passer toute cette racaille au karcher. Combien de ceux-là continuent de croire au fond d'eux en ce qu'ils disent ? Combien dans leur solitude n'en peuvent plus ? Tiennent à coups de cachetons, d'alcool et de virtualité ? Et rêvent secrètement que ça change sans avoir personne avec qui partager leurs doutes ? À ceux qui craignent tant pour leurs intérêts personnels, je répondrais en faisant le parallèle entre la situation présente et l'effondrement financier de 2008. Souvenez-vous du perfide discours politique d'alors, poussant de grands cris d'orfraie pour convaincre qu'il était vital de sauver les banques en les renflouant par des fonds publics. De nous endetter nous et nos descendants sur dix générations pour préserver nos misérables économies. À ceux qui y ont

alors cru, avec bientôt huit ans de recul sur la question, et à présent que ces mêmes banques rançonnent les états sur la solvabilité de leur dette, avez-vous toujours l'impression d'avoir fait le bon choix ? Pour mémoire, si le défaut de paiement argentin en 2001 s'est effectivement dans un premier temps soldé par un foutoir généralisé, l'économie du pays s'est rapidement redressée tandis que les nôtres, soumises à la grande spoliation pudiquement nommée « politiques d'austérité », n'en finissent plus de nous étrangler. À ceux-là, je recommanderai de se souvenir de cet exemple, et de désormais toujours se demander si le « remède » qu'on nous propose n'est pas pire que le mal.

Et puis...

Et puis il y a la Rue qui fait corps. La Rue soudée dans son intention et dans ses actes. La Rue solidaire des opprimés ne pouvant se joindre à elle. La Rue qui se fout de Soros, de Bruxelles ou de quiconque prétendra la manipuler. La Rue qui ne plie et ne pliera pas malgré les interdictions et la surveillance, malgré les intimidations, les menaces, malgré les blessures et malgré les peurs. La Rue consciente d'être au pied du mur et déterminée à en finir avec ce système. Qui n'a jamais relevé un camarade à terre durant une charge de la police, pris dans ses bras une gosse en pleurs devant la violence et la confusion ; qui n'a jamais connu l'espoir, l'ivresse jubilatoire d'une liberté enfin retrouvée, d'une victoire même d'un seul instant contre l'insupportable destin de soumission qu'on nous a tracé, celui-là n'est pas fondé à émettre de jugement sur l'Histoire en train de s'écrire. Il est ridicule d'opposer, comme le fait unanimement la presse aux ordres, les manifestants entre d'un côté les « bons » (syndicaux, joueurs de musique ou scandeurs de slogans) et d'un autre les vilains « casseurs », qui selon eux décrédibiliseraient les premiers, et qui pour un peu rappelleraient-les-heures-les-plus-sombres-de-notre-histoire. Ridicule, car le mouvement est indivisible. Il n'est entre les plus actifs et les autres qu'une différence de degré dans l'implication qu'ils sont capables d'assumer. À ceux qui en dressent un portrait de jeunes ensauvagés, à la limite de l'illettrisme et dépourvus de toute conscience politique, je répondrais que nombre d'entre eux connaissent parfaitement l'enjeu de ce qu'ils font, et qu'ils sont animés d'un sens de la responsabilité personnelle que la plupart des gens a depuis longtemps abandonné au profit des ploutocrates nous ayant conduit au bord de l'abîme où nous nous trouvons. Qui sont ces jeunes en vérité ? Ils sont les plus révoltés d'entre nous par l'infamie du système en place. Ils sont nos frères et nos sœurs. Ils sont vos enfants. Ils sont vous. Ils sont moi. Certes, la casse n'est pas une fin en soi ; pas plus que de défiler en centre-ville. Et il est tout aussi nécessaire d'œuvrer à bâtir autre chose que de détruire ce qui est. Mais s'attaquer à l'institution bancaire, pour ne citer qu'elle, c'est déjà collectivement donner un sens à l'action. Or, donner du sens est ce dont les politiciens sont devenus totalement incapables. **Qu'il s'agisse de notre vie quotidienne ou de notre capacité à concevoir le monde de demain, nous sommes de plus en plus nombreux à avoir compris que nous n'avions pas besoin d'eux.**

Six-mille ans d'histoire politico-religieuse nous ont conditionnés à toujours prendre fait et cause pour une idéologie ou une autre. Ne tombons plus dans le piège de la division devant la nécessité, commune et absolue, de reprendre nos vies en main. Il faut casser la vieille dialectique conflictuelle. Sortir des logiques partisans et fausses alternatives qu'on nous présente. Le front national n'est qu'un épouvantail non destiné à gouverner un jour, mais à

l'instar de la gauche radicale, à catalyser toute révolte ; à ramener toujours les citoyens exaspérés dans le giron « démocratique ». Les deux extrêmes ne sont qu'outils d'ingénierie sociale au service de la pensée unique. Il m'est par ailleurs comme à beaucoup impossible de voir une alternative crédible dans les propositions d'hommes ou de femmes ayant, vingt ou trente ans de carrière durant, mangé à la gamelle républicaine avant de se racheter sur le tard une respectabilité dissidente. Au-delà cependant des protagonistes en eux-mêmes, ce qui affleure aujourd'hui à la conscience populaire est que la solution n'est pas, et ne se trouvera jamais dans les urnes.

Il n'est plus temps de fustiger les initiatives et modes d'action de ceux dont nous ne partageons pas l'héritage idéologique. **Que l'on pirate informatiquement des données sensibles, que l'on prévienne des camarades d'une charge de la police, que l'on crée un réseau d'entraide, d'économie solidaire, que l'on fasse la grève du travail ou celle de la consommation, on œuvre à contrecarrer leur projet.** Et c'est respectable. **La somme de ce qui nous unit est infiniment supérieure à celle de ce qui nous divise.** Il sera bien temps de discuter ultérieurement des modalités d'organisation de nos vies communes. L'heure est trop grave pour se perdre en débats stériles avant même d'être en mesure de réaliser quoi que ce soit. Car l'attaque aujourd'hui menée envers les peuples nous concerne tous, jusqu'aux plus zélés serviteurs du système en place. **Y compris la police. Y compris l'armée.** Et surtout car ce qu'on nous prépare, si cette loi passe, est bien pire. Dépasse de loin toutes les truanderies jusque-là essayées. Ce projet de réforme est un test. Si nous échouons à les faire l'abandonner, les politiciens estimeront avoir carte blanche. **Ils commettront en notre nom toujours plus de guerre, diminueront le smic, anéantiront ce qu'il reste de fonction publique et, quelque part entre les élections US, françaises et allemandes, ils nous fourguent leur putain de pacte transatlantique.** Beaucoup l'ont compris et ôtent leur étiquette de syndicaliste, de militant ou d'associatif pour venir se joindre aux **Indivisibles**.

Ils utiliseront tous les moyens et iront jusqu'au bout pour étouffer le mouvement. Ils enverront ceux de Nuit debout se faire lyncher par des supporters de foot. Si ça ne suffit pas, ils concocteront un nouvel attentat bidon, si possible cette fois du chimique pour justifier d'envoyer l'armée mater les banlieues. Ils nous attaqueront sur tous les fronts.

Ils établissent des plans au long des siècles et des siècles pour mieux nous asservir. Mais nous aussi, nous nous perpétons de génération en génération. Et nous nous souvenons de nos frères tombés en Palestine. Nous nous souvenons des martyrs d'Odessa. Nous nous souvenons des morts de la Commune. Et nous nous souvenons des insurgés de Varsovie. Nous n'avons jamais cessé de combattre l'esclavage et l'impérialisme. Nous l'avons déjà payé de nos vies et le paierons encore. Mais malgré les consignes de dispersion ; malgré leur terreur et leurs couvre-feux ; malgré leur politique de l'ordre par le chaos ; malgré toutes leurs tentatives de nous détruire... **Nous sommes toujours là.** En vérité, camarades, nous vivons une grande époque. Qu'il s'agisse de leur promesse de traquer et d'éliminer les «

conspirationnistes » ; laquelle a pour seul effet de pousser de plus en plus de sceptiques à grossir nos rangs, qu'il s'agisse encore de l'empoisonnement délibéré de l'air, des eaux et des sols visant à nous affaiblir, nous invitant à apprendre à nous soigner sans leurs saloperies médicamenteuses, ou qu'il s'agisse des tirs de flash-balls et grenades lacrymogènes sous lesquels la peau des jeunes s'endurcit, les décideurs de la haute participent involontairement à nous unir, à nous instruire les uns les autres, et à affermir notre volonté. Ils sont en réalité les plus efficaces à laminer leur propre pouvoir. Ce n'est pas autrement que dans la pièce de Goethe, Méphisto se présente à Faust : « Je suis celui qui perpétuellement veut le mal, et qui, perpétuellement, fait le bien ». Même la Planète ne veut plus d'eux, et le fait savoir. **Tout en est un signe à qui sait le voir : nous sommes déjà en train de gagner.**

J'en appelle à l'ensemble de ceux, à travers le Monde, conscients qu'ils ne sont pas seuls et qu'aucun peuple n'est épargné ; conscients qu'au-delà de notre sort, celui des générations futures est entre nos mains : joignez-vous à notre effort et au formidable élan de liberté dont il est porteur. Que la solidarité soit la clef nous ouvrant la voie de la réussite. Nous abordons la grande fin de cycle que les traditions prophétisent. Saisissons l'immense honneur qu'il nous est donné de pouvoir la vivre.

